

Politique africaine

APPEL À CONTRIBUTIONS

Penser l'anti-genre en Afrique

Dossier coordonné par

Patrick Awondo (University of Yaoundé 1- University College of London)

Emmanuelle Bouilly (Les Afriques dans le monde (LAM) Sciences Po Bordeaux)

Marième Ndiaye (Les Afriques dans le monde (LAM) Sciences Po Bordeaux)

Date limite d'envoi des propositions : **10 septembre 2021**

Penser l'anti-genre en Afrique

Depuis une vingtaine d'années, des campagnes anti-genre se développent en Afrique. En tant que catégorie analytique, l'anti-genre recouvre une diversité d'acteurs sociaux et politiques qui considèrent qu'il existe « une théorie du genre » et l'ont érigée en problème public (Kuhar et Paternotte, 2017). Ce travail politique, initialement entrepris par le Vatican et observé en Europe, repose sur la délégitimation des études de genre accusées d'être idéologiques et non scientifiques, ainsi que sur la désignation du genre comme « ennemi porteur d'une vision dénaturisée de l'ordre sexué et sexuel » (Garbagnoli et Prearo, 2017 : 10). Les formes d'expression des opposant·e·s au genre sont plurielles : prises de position individuelles et scandalisation publique, campagnes de lobbying, mobilisations collectives. L'anti-genre désigne des discours et des actions d'opposition au concept et aux études de genre, et partant aux transformations sociales, politiques et juridiques permises par les luttes des féministes et des minorités sexuelles qui en ont découlé. Il s'agit d'une rhétorique et d'un mouvement *backlash* conservateur protéiforme.

Les exemples d'opposition au genre émaillent l'actualité récente du continent africain. Alors qu'une grande majorité des États a ratifié le Protocole de Maputo, qui reconnaît le droit à l'avortement dans certaines circonstances spécifiques (art.14), celui-ci reste largement réprimé et fait l'objet de débats de société clivants. Au Kenya, en 2018, une controverse a éclaté autour de la fermeture des centres médicaux accueillant des femmes ayant subi des

complications après des avortements clandestins. Les féministes ont dénoncé la « négligence » de l'État et son « incapacité » à assurer et promouvoir des services de santé sexuelle et reproductive¹. Malgré la campagne menée par les lobbies religieux, elles ont obtenu la réouverture des centres de santé. Dans plusieurs pays à majorité musulmane, c'est la question de la réforme du droit de la famille qui oppose depuis longtemps féministes et conservateurs. Si le Maroc a réussi à réformer sa législation (Vairel, 2014), d'autres pays comme le Sénégal ont choisi le statu quo (N'Diaye, 2016), voire sont revenus sur les acquis existants sous la pression de groupes religieux, à l'instar du Mali (Soares, 2009). Ailleurs sur le continent, les tensions se sont focalisées sur l'homosexualité (Awondo, 2019 ; Currier, 2018). En 2018, au Cameroun, l'« affaire des manuels scolaires »² a conduit au retrait d'un chapitre d'un manuel de biologie qui faisait référence à l'homosexualité. Cette levée de boucliers rappelait l'« affaire des listes d'homosexuels de la République » (2006), qui avait déjà suscité une vague homophobe. Sur le continent, la répression pénale des homosexuels donne lieu à des procès médiatisés, au cours desquels la frontière entre droit et morale est particulièrement tenue (Dupret et Ferrié, 2004 ; Abéga, 2007).

Ces quelques exemples suffisent à convaincre de l'urgence à investir empiriquement ces phénomènes sociaux. Comment comprendre la montée en puissance de la rhétorique et des mobilisations anti-genre ? Que nous apprennent-elles des sociétés et des espaces politiques africains ?

Elles constituent d'abord une réaction aux combats d'une nouvelle génération de militant-e-s qui luttent pour la reconnaissance et la mise en œuvre des droits des femmes et des minorités sexuelles, en se fondant sur un féminisme pluriel et une conception plus inclusive des droits humains. Ces contre-mobilisations, emmenées par différents entrepreneurs de morale (acteurs religieux, médias, leaders communautaires), se sont progressivement structurées par la mise en œuvre de « stratégies morales sexuelles » (Weiringa, 2009) avec comme objectif de faire des questions de sexe et de genre un outil de propagande pour s'imposer et se légitimer dans l'espace public.

Ce combat n'est plus seulement « en réaction » mais il est proactif. On assiste, à l'instar de ce qui existe en Europe (Kuhar, et Paternotte 2017), à des « guerres idéologiques » préventives qui cherchent à préparer les populations contre le genre qui vient. Cette importation d'une « *culture war* » traduit l'influence des évangélistes américains sur le continent (Kaoma, 2009). On sait en effet que les connexions régionales et internationales des opposant-e-s au genre jouent un rôle fondamental dans leur structuration. Sur ce plan, la rhétorique et les mobilisations anti-genre rappellent combien le continent africain est extraverti (Bayart, 1999) ; extraversion qui se joue aussi à travers des mouvements conservateurs ou rigoristes, lesquels constituent encore le parent pauvre de la sociologie des mouvements sociaux (Siméant, 2013).

L'anti-genre, en identifiant la « théorie du genre » comme seul ennemi - selon le langage initialement produit par le Vatican (Carnac, 2013 ; Husson, 2015), contribue à créer et entretenir une confusion sur ce que sont les études de genre, les luttes féministes et des minorités sexuelles, dont les mobilisations sont loin de toujours converger, et peuvent être menées de manière séparée, voire concurrente. En effet, outre la compétition qui peut exister entre ces groupes pour la captation des fonds issus de l'aide internationale, des féministes font par exemple le choix de se tenir à distance des mobilisations en faveur des minorités sexuelles du fait de leur très forte stigmatisation sociale. La dynamique de constitution des alliances et

¹ A. Faivre, « Kenya, le si long chemin des féministes 4: ce tabou de l'avortement », Le Point.fr 25 septembre 2019, accessible en ligne à l'adresse, https://www.lepoint.fr/afrique/kenya-le-si-long-chemin-des-feministes-4-ce-tabou-de-l-avortement-25-09-2019-2337753_3826.php

² J. Baret, « Cameroun, un manuel scolaire place l'homosexualité au rang de pratique déviante », Konbini 14 mars 2018, <https://news.konbini.com/post/cameroun-manuel-scolaire-homosexualite-pratiques-deviantes>

divisions au sein de ce qui est désigné comme pro-genre sous l'effet des attaques des anti-genre³ mérite donc d'être exploré.

Par ailleurs, les anti-genre fustigent systématiquement l'« idéologie du genre » pour son « impérialisme ». Lutter contre le genre, ce serait finalement lutter contre la volonté de l'Occident d'imposer, sous couvert d'universalisme, ses valeurs propres, considérées comme destructrices de l'ordre social des sociétés africaines, ce qui est déjà reproché depuis longtemps aux féministes africaines (Latourès, 2009 ; Sow, 2012). Les critiques à l'encontre des demandes des féministes relatives au droit de la famille sont à cet égard éclairantes : réclamer une législation plus égalitaire conduirait à rompre l'équilibre de la famille, cellule de base de la société. Cette assimilation du genre à une nouvelle forme d'impérialisme permet de rallier à la rhétorique et aux mobilisations anti-genre une grande diversité d'acteurs, bien au-delà des seuls groupes religieux. Au tournant des années 2000, la stigmatisation du genre en nouvel impérialisme participe aussi à sa requalification politique. Sous l'effet des politiques de développement, il était devenu un objectif et un indicateur parmi d'autres d'action publique, vidé de tout contenu critique (Falquet, 2003 ; Verschuur, 2009).

Ce numéro se fixe dès lors deux objectifs principaux. Il s'agit d'abord de documenter finement la construction d'un argumentaire et de mobilisations anti-genre en Afrique. Qui en sont les acteurs et les actrices ? Quels discours et modes d'action déploient-elles ? Comment s'opère le passage du discours à la protestation ? De quelles ressources et réseaux disposent-elles ? Répondre à ces questions permettra de combler certaines lacunes scientifiques. D'une part, l'anti-genre sur le continent africain n'a souvent été étudié que par la bande, notamment au travers de recherches consacrées aux mouvements féminins ou féministes ou aux programmes internationaux de *gender mainstreaming*. Les réactions de l'anti-genre sont intégrées à l'analyse mais ne constituent pas l'objet principal des enquêtes (N'Diaye, 2016 ; Awondo, 2019). D'autre part, les travaux sur les campagnes anti-genre restent essentiellement cantonnés aux cas européens (Kuhar et Paternotte, 2017) et sud- et nord-américains (Avanza et Della Sudda, 2017 ; Correâ, Paternotte et Kuhar, 2018). Ce n'est qu'à de rares exceptions que l'Afrique tient une place dans les études consacrées au *Global South* sur cet enjeu (Anderson, 2011). L'anti-genre y a surtout été étudié sous l'angle de l'homophobie et de ses réseaux chrétiens conservateurs transnationaux sans que le lien avec d'autres mobilisations conservatrices (*Politix*, 2014), à l'instar des mouvements masculinistes ou anti-féministes, n'ait été pleinement saisi.

Il s'agit ensuite d'envisager les mobilisations anti-genre en Afrique comme un analyseur privilégié du processus continu d'expression des nationalismes et de construction du politique. Plusieurs recherches ont montré le lien intrinsèque qu'entretient le nationalisme avec les questions de genre et de sexualité, ce que résume bien le terme de « nationalisme sexuel » (Jaunait et al. 2013). On sait que les administrations coloniales comme les leaders de l'indépendance ont placé les femmes, la famille et la sexualité au cœur de leur matrice idéologique (Bouilly et Rillon, 2016). Depuis, instrumentalisant les tensions postcoloniales, le langage qui assimile l'« idéologie du genre » à la colonisation, à l'impérialisme et à l'imposition

³ Nous sommes conscient·e·s que ces notions de pro- et anti-genre renvoient à une division militante d'ordre éminemment et non académique (Garbagnoli et Prearo, 2017). Nous avons cependant choisi de ne pas les exclure, considérant qu'elles rendent compte d'une catégorie de discours mobilisée par certain·e·s acteurs et actrices étudié·e·s.

culturelle a été une stratégie dominante des mouvements conservateurs (Corredor, 2019). Ce dossier entend non seulement réactiver l'analyse de la construction des nations à l'aune de la politisation du genre et de la sexualité mais aussi celle des processus de subjectivation sexuels et politiques en Afrique (Awondo, 2019).

Les contributions attendues pourraient s'organiser autour des 4 axes suivants :

Axe 1 : Profil et espaces de mobilisation des anti-genre

On s'intéressera aux acteurs et aux actrices qui produisent le discours et/ou portent les campagnes anti-genre. Politiquement, socialement, qui sont-ils/elles ? Quel rôle jouent les entrepreneurs de morale (religieux, leaders « traditionnels » et communautaires, médias) ? Comment tracer les contours d'une opposition conservatrice potentiellement très large, allant de la « communauté de pensée » aux groupes réactionnaires plus organisés ? Comment les intellectuel-le-s se positionnent-ils/elles dans ces débats de société ? Les acteurs identifiés ou revendiqués comme anti-genre développent-ils/elles tous et toutes la même conception de ce terme et occupent-ils/elles les mêmes positions au sein des espaces politiques et sociaux nationaux ? Comment se construisent les identités de ces groupes, et leurs alliances éventuelles ? Comment expliquer les variations observées sur le continent ?

Axe 2 : Organisations et répertoires de l'anti-genre

Il sera intéressant de tenir compte de la différence entre des mobilisations « en réaction » et des mobilisations « préventives » pour discuter la notion de « *counter movement* » (Meyer et Staggenborg, 1996). L'histoire montre que les contre-mouvements ont plus de chances de naître après le succès (avéré ou possible) d'un mouvement initial cristallisant une réaction et dans un contexte favorable notamment du fait de la division des élites. Qu'en est-il en Afrique ? L'anti-genre prend aussi les contours flous de débats et controverses publics sans qu'ils se traduisent toujours par un mouvement organisé (Kováts et Petó, 2017). Ce constat appelle deux questions : ces actions ont-elles une résonance ou un ancrage social qui se traduirait dans des pratiques ordinaires ? La résiliarité, l'horizontalité et l'informalité des actions anti-genre invitent ensuite à interroger les modalités de passage à l'action collective et le choix des « répertoires organisationnels » (Clemens, 1993). Quels sont les modes d'action et stratégies employés ? Peut-on constater des différences et/ou des innovations tactiques en comparaison à d'autres campagnes anti-genre dans le monde ?

Axe 3 : Circulations et transnationalisation de l'anti-genre

La façon dont « circule le genre » (Bouilly et al., 2019 ; Cîrstocea et al., 2018) et a fortiori l'anti-genre reste à questionner. Quelles sont les modalités d'internationalisation et de transnationalisation des manifestations anti-genre ? Comment se nourrissent les discours et cadrages idéologiques d'un espace à l'autre et avec quels effets ? Ce questionnement permettra de discuter des conditions de structuration par-delà les frontières des campagnes et mobilisations. Il s'agira d'interroger les concepts et notions employés, d'une part, et la division internationale du travail militant, d'autre part. Quel est le sens local des concepts d'« idéologie du genre » ou de « théorie du genre » ? Quels usages et réappropriations de ces termes sont faits par les acteurs et actrices africain-e-s ? Quelles sont les catégories émiques développées sur le continent ? Quelles relations entretiennent les terminologies locales avec celles « importées » ?

Axe 4 : Repolitisation du genre au prisme de l'anti-genre

Enfin, comment les campagnes anti-genre participent-elles à la « repolitisation du genre » (Awondo, 2016) ? Et quels en sont les effets sur les luttes menées, tant par les féministes que par les défenseurs des minorités sexuelles ? Comment ces acteurs et actrices réagissent-ils/elles à la guerre des valeurs que les anti-genre cherchent à imposer ? En termes d'action publique, est-ce que la politisation des débats vient ou non faire obstacle aux politiques de genre ? En définitive, que nous apprennent la dépolitisation et la (re)politisation des processus continus de formation des identités nationales et des espaces politiques en Afrique ? Les discours critiques à l'égard du genre sont anciens : on a déjà évoqué les nationalismes sexuels. Sur un autre plan, on pourrait aussi mentionner les écrits de femmes universitaires récusant la pertinence scientifique et la dimension heuristique du concept de genre pour décrire les sociétés africaines (Oyewùmí, 2002 ; Amadiume, 1987). Les mobilisations anti-genre contemporaines sont-elles les héritières, revendiquées ou non, de ces productions militantes et intellectuelles ? Il s'agit ici de questionner l'historicité des mobilisations contemporaines pour déterminer si l'on assiste à un nouveau cycle de mobilisation.

Les contributions pourront s'inscrire dans l'un ou plusieurs de ces axes. Elles offriront des analyses originales sur la pluralité des formes d'expression de l'anti-genre en Afrique, dans des contextes chrétiens comme musulmans. Au niveau méthodologique, les contributions s'appuieront sur de riches matériaux empiriques : ethnographiques, historiques ou littéraires, récoltés aussi bien par le biais de méthodes qualitatives que quantitatives. Les approches interdisciplinaires sont encouragées.

Calendrier et contacts

10 septembre 2021 : date limite d'envoi des propositions d'articles inédits (1 résumé d'une page) à Patrick Awondo (pawondo2005@yahoo.fr), Emmanuelle Bouilly (e.bouilly@sciencespobordeaux.fr) et Marième N'Diaye (marieme.ndiaye@cnrs.fr)

20 septembre 2021 : notifications aux auteur·e·s de l'acceptation ou du refus de leur proposition.

7 janvier 2022 : date limite d'envoi des articles rédigés (50 000 signes maximum) à Patrick Awondo (pawondo2005@yahoo.fr), Emmanuelle Bouilly (e.bouilly@sciencespobordeaux.fr) et Marième N'Diaye (marieme.ndiaye@cnrs.fr)

Pour plus d'informations sur le format des articles à soumettre, voir : <https://polaf.hypotheses.org/soumettre-un-article/submit-to-the-journal>.

Bibliographie

- Abega S-C. « La presse et l'État. L'exemple des procès sur l'homosexualité », *Terroirs*, n° 1-2, 2007, p. 95-112.
- Anderson J., « Conservative Christianity, the Global South and the Battle over Sexual Orientation », *Third World Quarterly*, vol.32, n°9, 2011, p. 1589-1605.

- Akawa M., *The Gender politics of the Namibian liberation struggle*, Basler, Basler Afrika Bibliographien, 2014.
- Amadiume I., *Male daughters, female husbands: gender and sex in an African society*. London, Royaume-Uni, Emecheta, Buchi, 1987.
- Avanza M. et Della Sudda M., « « Ripostes catholiques ». Recherches contemporaines sur les mobilisations conservatrices autour de questions sexuelles », *Genre, sexualité & société* (18), 2017, <http://journals.openedition.org/gss/4118> (15 novembre 2020).
- Awondo P., *Le sexe et ses doubles. Homosexualités en Postcolonie*, Lyon, ENS Editions, 2019.
- Awondo P., « Religious Leadership and the Re-Politicisation of Gender and Sexuality in Cameroon », *Journal of Theology for Southern Africa Special Issue, Sexuality in Africa*, 155, 2016, p.105–120.
- Bayart J-F., « L’Afrique dans le monde : une histoire d’extraversion », *Critique internationale*, vol. 5, n°1, 1999, p. 97-120.
- Bouilly E., Dutoya V. et Saiget M., *Gender Knowledge in the Global South*, *Journal of International Women's Studies*, à paraître 2021.
- Bouilly E. et Rillon, O., « Relire les décolonisations d’Afrique francophone au prisme du genre », *Le Mouvement Social*, vol. 255, n°2, 2016, p. 3-16.
- Carnac R., « L’innovation théologique de Jean -Paul II dans le domaine de la sexualité », in Rochefort F. et Sanna M. E. (dir.), *Normes religieuses et genre. Mutations, résistances et reconfiguration – XIXe-XXIe siècle*, Armand Colin, 2013, p. 97-108.
- Cârstocea I., Lacombe D. et Marteu E., *La globalisation du genre. Mobilisations, cadres d’actions, savoirs*. Rennes, PUR, 2018.
- Clemens E-S., « Organizational Repertoires and Institutional Change : Women’s Groups and the Transformation of U.S. Politics, 1890-1920 », *American Journal of Sociology*, vol. 98, n°4, 1993, p. 755-98.
- Correâ S., Paternotte D., Kuhar R., « The globalisation of anti-gender campaigns Transnational anti-gender movements in Europe and Latin America create unlikely alliances », *International Politics and Society*, 2018 - accessible à l’adresse <https://www.ips-journal.eu/topics/human-rights/the-globalisation-of-anti-gender-campaigns-2761/>
- Corredor E-S., « Unpacking “Gender Ideology” and the Global Right’s Antigender Countermovement », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 44, no. 3, 2019.
- Dupret B. Ferrié J-N., « Morale ou nature. Négocier la qualification de la faute dans une affaire égyptienne d’homosexualité », *Négociations*, vol.2, n°2, 2004, p. 41-57.
- Ekeocha O., *Target Africa: Ideological Neocolonialism of the Twenty- First Century*, San Francisco: Ignatius, 2018.
- Falquet J., « L’ONU, alliée des femmes ? Une analyse féministe du système des organisations internationales », *Multitudes*, vol.1, n°11, 2003, p. 179-191.
- Fassin E., « Campagnes anti-genre, populisme et néolibéralisme en Europe et en Amérique latine », *Revue internationale et stratégique*, vol.119, n°3, 2020, p. 79-87.
- Husson A-C., Stratégies lexicales et argumentatives dans le discours anti-genre : le lexique de VigiGender », in Paternotte D., van der Dussen S. et Piette V. (dir.), *Habemus Gender ! Déconstruction d’une riposte religieuse*, Eds de l’Université de Bruxelles, p. 93-108.
- Jaunait A., Le Renard A., Marteu E., « Nationalismes sexuels ? Reconfigurations contemporaines des sexualités et des nationalismes », *Raisons politiques*, vol.1, n°49, 2013, p.5 - 23
- Kaoma K., *Globalizing the Culture Wars: U. S Conservatives, African Churches, and Homophobia*, Political Research Associates, 2009.

- « The Vatican Anti-Gender Theory and Sexual Politics: An African Response », *Religion and Gender*, vol. 6, n°2, 2016, p. 282-92.
- Klinken A.V et Ezra C., *Public Religion and the Politics of Homosexuality in Africa*. Routledge, 2016.
- Kováts E. et Petó A., « Anti-gender Discourse in Hungary: A Discourse without a Movement? », in Kuhar R. and Paternotte D., 2017, p.117–31.
- Kuhar R. et Paternotte D. (dir.), *Anti-gender campaigns in Europe: mobilizing against equality*, London, Rowman & Littlefield International, 2017.
- Latourès A., « ‘Je suis presque féministe, mais...’. Appropriation de la cause des femmes par des militantes maliennes au Forum Social Mondial de Nairobi (2007) », *Politique africaine*, vol. 116, n°4, 2009, p. 143-163.
- Meyer D-S. et Staggenborg S., « Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunity », *American Journal of Sociology*, vol.101, n°6, 1996, p.1628–60.
- N’Diaye M., *La réforme du droit de la famille. Une comparaison Sénégal-Maroc*, Montréal, Les Presses de l’Université de Montréal, 2016.
- Oyewùmí O., « Conceptualizing Gender: The Eurocentric Foundations of Feminist Concepts and the Challenge of African Epistemologies », *JENDA. A Journal of Culture and African Women Studies*, vol.2, n°1, 2002, [en ligne <http://www.codesria.org/IMG/pdf/OYEWUMI.pdf>]
- Politix*, « Mobilisations conservatrices », vol. 2, n°106, 2014.
- Siméant J., « La transnationalisation de l’action collective », in Agrikoliansk E., Sommier I., Fillieule O. (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 121-144.
- Soares B., « The Attempt to Reform Family Law in Mali », *Die Welt des Islams, New Series*, vol. 49, n°3-4, 2009, p. 398-428.
- Sow F., « Mouvements féministes en Afrique. Entretien avec Fatou Sow », *Revue Tiers Monde*, vol. 209, n°1, 2012, p. 145-160.
- Van Klinken A. et Zebracki, M. “Porn in church: moral geographies of homosexuality in Uganda”, *Porn Studies*, vol. 3, n°1 2016, p. 89-92.
- Vairel F., *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?* Paris, Presses de Sciences Po, 2014.
- Verschuur C., « Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot " genre " dans le développement », *Revue Tiers Monde*, vol.4, n°200, 2009, p. 785-803.
- Vince N., *Our Fighting Sisters. Nation, Memory and Gender in Algeria, 1954-2012*, Manchester, Michigan University Press, 2015.
- Wieringa S-E., « Postcolonial amnesia : sexual moral panics, memory and imperial power », in Herdt G. (dir.), *Moral Panics, Sex Panics, Fear and the Fight over Sexual Right*, New York, New York University Press, 2009, p. 205-233.